

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	57	23

N° de la séance : 25

Objet de la délibération : Assainissement -
Guichet unique eau et assainissement et
gestion du SPANC - Convention avec la
Commune de Roquefort Les Pins

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.256

Date de la convocation :
Le 15/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Emmanuel DELMOTTE, Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Olivia LEVINGSTON, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », qui a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer, à compter du 1^{er} janvier 2020, les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération (dite « loi Ferrand ») ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 14 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), et notamment ses articles L. 5216-5, L. 5216-7-1 et L. 5215-27 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la C.A.S.A. ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.032 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence « Eau Potable » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence « Assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la demande de la commune de Roquefort-les-Pins sollicitant une répartition des missions dans la gestion des compétences transférées entre la commune et la C.A.S.A., basée sur une répartition entre gestion opérationnelle pour la commune et gestion administrative pour la C.A.S.A. ;

Considérant que la loi NOTRe du 7 août 2015 a prévu la prise en charge, à titre obligatoire, par les communautés d'agglomérations, des compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines à compter du 1^{er} janvier 2020 ; que la loi Ferrand du 3 août 2018 n'a pas remis en cause le principe du transfert obligatoire de ces compétences aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 5215-27 du C.G.C.T., applicable aux communautés d'agglomération par renvoi de l'article L. 5216-7-1 du même code, une communauté d'agglomération peut confier par convention la gestion de certains services relevant de ses attributions à une Commune ou tout autre collectivité ou établissement public ; qu'une telle convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation de la gestion de services ;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, les Communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention tout ou partie les compétences relatives à l'eau, l'assainissement des eaux usées, et la gestion des eaux pluviales urbaines à leurs Communes membres qui en feraient la demande ;

Considérant qu'au 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des Communes membres les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées ;

Considérant qu'afin d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A. et la Commune s'accordent sur le principe de confier la gestion opérationnelle d'une partie du service public de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de la Commune de Roquefort-les-Pins, dans le cadre d'une convention visée à l'article L. 5216-5 du C.G.C.T. ;

Il est proposé de définir au travers d'une convention, les conditions et les modalités de gestion desdites compétences, dont le projet est joint en annexe.

Concernant la compétence eau potable, la commune assurera le guichet opérationnel unique des usagers et elle saisira la C.A.S.A. pour les interventions en lien avec le délégataire.

Concernant la compétence assainissement des eaux usées et plus particulièrement l'assainissement collectif, la commune assurera le guichet opérationnel unique des usagers et elle saisira la C.A.S.A. pour les interventions en lien avec le délégataire.

Concernant l'assainissement non collectif, la commune assurera la gestion des missions suivantes :

- La préparation de la visite de contrôle,
- La planification des interventions,
- La supervision de l'organe de contrôle,
- Le suivi de l'intervention,
- La centralisation des rapports.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de gestion entre la C.A.S.A et la commune de Roquefort les Pins, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention de gestion ainsi que tous les actes afférents à la mise en œuvre de cette délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de gestion entre la C.A.S.A et la commune de Roquefort les Pins, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention de gestion ainsi que tous les actes afférents à la mise en œuvre de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



Convention de gestion du service public Eau et Assainissement entre la C.A.S.A et la Commune de Roquefort-Les-Pins

Entre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant en exécution de la délibération du Conseil Communautaire n°.....en date du 21 décembre 2020,

Dénommée ci-après « **la C.A.S.A.** »

D'une part,

Et

La Commune de Roquefort-Les-Pins, membre de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du ,

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

D'autre part,

Préambule

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », qui a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer, à compter du 1^{er} janvier 2020, les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération (dite « *loi Ferrand* ») ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 14 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), et notamment ses articles L. 5216-5, L. 5216-7-1 et L. 5215-27 ;

Vu les statuts de la C.A.S.A. ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.032 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence « Eau Potable » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence « Assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Roquefort-Les-Pins n° en date du actant le transfert des compétences « Eau Potable » et « Assainissement des eaux usées » à la C.A.S.A. à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération de la Commune de Roquefort-les-Pins n° en date du 08 décembre 2020 proposant une répartition des missions entre la Commune et la C.A.S.A, basée sur une répartition entre gestion opérationnelle pour la Commune et gestion administrative pour la C.A.S.A.,

Vu la délibération de la C.A.S.A. n° en date du 21 décembre 2020 approuvant la signature de la présente convention ;

Considérant que la loi NOTRe du 7 août 2015 a prévu la prise en charge, à titre obligatoire, par les communautés d'agglomération des compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines à compter du 1^{er} janvier 2020 ; que la loi Ferrand du 3 août 2018 n'a pas remis en cause le principe du transfert obligatoire de ces compétences aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 5215-27 du CGCT, applicable aux communautés d'agglomération par renvoi de l'article L. 5216-7-1 du même code, une communauté d'agglomération peut confier par convention la gestion de certains services relevant de ses attributions à une Commune ou tout autre collectivité ou établissement public ; qu'une telle convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation de la gestion de services ;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, les Communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention tout ou partie les compétences relatives à l'eau, l'assainissement des eaux usées, et la gestion des eaux pluviales urbaines à leurs Communes membres qui en feraient la demande ;

Considérant qu'au 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des Communes membres les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées ;

Considérant qu'afin d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de confier la gestion opérationnelle d'une partie du service public de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de la Commune de Roquefort-les-Pins, dans le cadre d'une convention visée à l'article L. 5216-5 du CGCT ;

Considérant que par délibérations, respectivement datées du 08 décembre 2020 et du 21 décembre 2020, le conseil communautaire de la C.A.S.A. et le conseil municipal de la Commune de Roquefort-les-Pins ont approuvé la signature de la présente convention ;

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Cadre juridique

La présente convention est conclue sur le fondement des dispositions de l'article L. 5216-5 du C.G.C.T.

Article 2 : Objet

Dans le cadre d'une bonne gestion des services sur le territoire de la C.A.S.A., cette dernière confie l'exploitation des services relatifs aux compétences suivantes :

- Eau potable, au sens des dispositions de l'article L. 2224-7 du C.G.C.T. ;
- Assainissement collectif et non collectif, au sens des dispositions de l'article L. 2224-8 du même code.

Article 2.1 : Eau potable

La Commune assure le guichet opérationnel unique des usagers. Elle saisit la C.A.S.A. pour les interventions en lien avec le délégataire.

Article 2.2 : Assainissement collectif

La Commune assure le guichet opérationnel unique des usagers. Elle saisit la C.A.S.A. pour toute intervention.

Article 2.3 : Assainissement non collectif (SPANC)

La Commune assure le guichet opérationnel unique des usagers et la supervision du prestataire de service retenu par la C.A.S.A., à l'exclusion des opérations comptables de suivi du budget annexe.

Les éléments de cette convention de gestion consentie à la Commune par la C.A.S.A. sont les suivants :

Concernant les usagers :

- Préparation de la visite de contrôle
- Planification des interventions
- Supervision de l'organe de contrôle
- Suivi de l'intervention
- Centralisation des rapports

Le prestataire devra se conformer aux critères de contrôle des systèmes d'assainissement en vigueur sur la Commune antérieurement au 1^{er} janvier 2020 afin de garantir l'équité entre les usagers. Ce contrôle se décline en 4 niveaux :

- Bon fonctionnement
- Avis réservé
- A surveiller
- Non conforme (simple ou avec risque de pollution sanitaire et environnemental)

Article 3 : Durée

La présente convention s'applique à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2026.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avant le terme de la présente sous condition de respecter un délai minimal de 3 mois de préavis.

Si la Commune envisage de mettre un terme à la présente convention, elle devra ainsi en informer préalablement la C.A.S.A.

La C.A.S.A. peut par ailleurs résilier sans préavis minimal la présente convention en cas de force majeure, manquement de la Commune à ses obligations contractuelles ou de nécessité au regard de la continuité du service public.

Article 4 : Modalités d'exécution

Article 4.1 : Obligations générales des parties

Article 4.1.1 : Obligations générales de la Commune

Pendant toute la durée de la convention, la Commune assure uniquement l'exploitation des services visés à l'article 2, et plus particulièrement les missions détaillées aux articles 2.1, 2.2 et 2.3.

Article 4.1.2 : Obligations générales de la C.A.S.A.

Pendant toute la durée de la convention, la C.A.S.A. assure toutes les autres missions relevant de la qualité d'autorité organisatrice du service concernant les compétences Eau & Assainissement.

Article 4.2 : Moyens humains

Aucun moyen humain n'est mis à disposition de la Commune.

Article 5 : Obligation d'information et de suivi

La C.A.S.A. est informée trimestriellement de l'évolution des dépenses et des recettes tout au long de la durée de la présente convention.

La C.A.S.A. est destinataire des copies de tous les documents juridiques, techniques et financiers relatifs à la gestion du service en cause.

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la C.A.S.A. peut se rapprocher de la Commune, ou la Commune de la C.A.S.A., afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à la gestion des compétences que la C.A.S.A. assurera à l'échéance.

La Commune adresse à la C.A.S.A., pour information, la copie des déclarations de sinistres adressées à son assureur concernant les missions visées à l'article 2.

La Commune adresse à la C.A.S.A., dans les six mois au maximum suivant la clôture de l'exercice concerné, un rapport d'activité synthétique.

Une commission mixte de suivi pourra être constituée entre les parties. Elle est alors composée de commissaires désignés par la C.A.S.A et de commissaires désignés par la Commune et se réunit, autant que de besoin, pour faire le point sur la gestion des services.

Article 6 : Droit d'intervention au cours de la dernière année d'exécution

La C.A.S.A. a la faculté sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour la Commune de prendre pendant la dernière année de l'exploitation toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulterait pour la Commune.

D'une manière générale, la C.A.S.A. pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'exploitation actuelle au régime nouveau d'exploitation.

La Commune sera tenue de remettre à la C.A.S.A. tous les biens mis à disposition par celle-ci, et ce en état normal de service.

Article 7 : Situation des biens, droits et obligations à l'issue de la convention

La Commune s'engage à tout mettre en œuvre dans le but de préparer dans les meilleures conditions possibles la fin de la convention.

La Commune établira une actualisation de la liste des biens affectés à l'exploitation.

S'il est constaté que l'état de ces biens fait apparaître une carence manifeste dans leur entretien pendant l'exploitation, la Commune sera redevable envers la C.A.S.A. d'une indemnité calculée à l'amiable ou à dire d'expert.

Article 8 : Responsabilité et assurances

La Commune est responsable à l'égard de la C.A.S.A. et des tiers des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

La Commune s'engage à payer les primes d'assurance correspondantes et à assurer le suivi des éventuels dossiers « *sinistres* » (déclaration, gestion des relations avec l'assureur et les experts, état des pertes, encaissement des indemnités sous déduction des franchises et des limitations de garantie). Elle réalisera les travaux de réparation et de reconstruction nécessaires.

Article 9 : Personnes habilitées à engager la Commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, Monsieur le Maire ou son représentant sera habilité à engager la responsabilité de la Commune pour l'exécution de la présente convention.

Article 10 : Clauses de révision de la présente convention

La présente convention pourra faire l'objet d'avenants.

Article 11 : Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue à l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux, portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, devra être porté devant la juridiction compétence.

Article 12 : Dispositions finales

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Commune et de la C.A.S.A.

Fait en trois exemplaires,

Le à

**Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,**

Pour la Commune de Roquefort les Pins

**Jean LEONETTI
Président**

**Michel ROSSI
Maire**

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_256
Nature : DE - Deliberations
Objet : Guichet unique eau et assainissement et gestion du SPANC - Convention avec la Commune de Roquefort Les Pins
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Z0f09t9

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_256-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_256
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Guichet unique eau et assainissement et gestion du SPANC - Convention avec la Commune de Roquefort Les Pins
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_256-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_256-DE-1-1_2.PDF

N